



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
29 juin 2020
Français
Original : anglais

Groupe d'examen de l'application

Onzième session

Vienne, le 29 juin 2020

Projet de rapport

Additif

IV. Questions financières et budgétaires

1. Un représentant du secrétariat a présenté les dépenses engagées au 29 février 2020 au titre du fonctionnement du Mécanisme d'examen de l'application au cours des premier et deuxième cycles, les dépenses prévues pour l'achèvement du premier cycle et celles prévues pour le deuxième cycle. Il a également présenté des informations détaillées sur les ressources provenant du budget ordinaire de l'ONU et les contributions volontaires.
2. En ce qui concerne les ressources provenant du budget ordinaire, le représentant a appelé l'attention sur les implications réelles et possibles de la crise de liquidités que connaissait le budget ordinaire de l'ONU. La crise pourrait notamment avoir une incidence négative sur la capacité de l'Organisation à pourvoir les postes vacants financés par le budget ordinaire et empêcher éventuellement le Service de la gestion des conférences d'assurer une interprétation correcte à des prochaines réunions.
3. En ce qui concerne les dépenses extrabudgétaires, le représentant a informé le Groupe qu'au 29 février 2020, des montants de 9 770 000 dollars et 3 583 200 dollars avaient été dépensés pour soutenir, respectivement, le fonctionnement des premier et deuxième cycles du Mécanisme.
4. Il a également informé le Groupe que les ressources extrabudgétaires nécessaires pour le premier cycle, d'un montant de 10 119 300 dollars, étaient entièrement couvertes par des contributions extrabudgétaires.
5. Exprimant sa gratitude pour les contributions volontaires versées par les États à l'appui du Mécanisme, ainsi que pour les contributions en nature, le représentant a appelé l'attention sur l'insuffisance des ressources extrabudgétaires. Il a informé le Groupe que compte tenu des annonces de contributions que l'ONUSD avait reçues depuis le 1^{er} mars 2020, il manquait 1 387 000 de dollars afin de couvrir entièrement les besoins financiers du deuxième cycle.
6. Concernant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le représentant du secrétariat a déclaré qu'il était trop tôt pour en évaluer les incidences financières sur les ressources extrabudgétaires du Mécanisme. En conclusion de son rapport financier, il a rappelé au Groupe que les principales mesures d'économie continuaient d'être appliquées.



7. S'exprimant au sujet de ce rapport, plusieurs intervenants ont fait part de leur satisfaction quant à la transparence et à la régularité des rapports financiers du secrétariat et assuré leur soutien ferme au Mécanisme.

8. Certains intervenants ont énuméré les contributions volontaires passées, récentes et à venir que leur pays avait versé ou allait verser au Mécanisme, et ils ont encouragé d'autres États à participer aux contributions extrabudgétaires afin de garantir la pérennité du Mécanisme.

9. Une intervenante a déclaré que son pays était favorable au modèle de financement mixte actuel, une partie de l'appui au Mécanisme et de son fonctionnement étant financée par le budget ordinaire de l'ONU et une autre par des contributions volontaires, comme le prévoyait la résolution 3/1 de la Conférence et le mandat du Mécanisme. Elle a fait part de préoccupations concernant les coûts de fonctionnement du Mécanisme et demandé au secrétariat de fournir davantage d'indications sur les incidences financières de la pandémie de COVID-19 dès que des informations suffisantes seraient disponibles afin d'en tirer des conclusions.

V. Questions diverses

10. Une intervenante a noté que son Gouvernement attachait une grande importance à la question de la corruption dans le sport, comme la Conférence l'avait souligné dans sa résolution 8/4 adoptée à sa huitième session, tenue à Abou Dhabi en décembre 2019, et elle a appelé les États à attribuer les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la résolution. Par ailleurs, l'intervenante a fait référence à la résolution 8/5 sur le renforcement de l'intégrité par la sensibilisation du public, adoptée par la Conférence à la même session, et donné l'exemple du concours international de publicité sur la lutte contre la corruption dans le domaine social destiné aux jeunes, dans le cadre duquel les jeunes étaient invités à participer dans toutes les langues officielles de l'ONU. Elle a expliqué qu'il s'agissait d'une initiative qui visait à sensibiliser à la corruption et à promouvoir une plus large participation de la société aux activités de prévention de la corruption. Elle a demandé à l'ONU DC de diffuser des informations sur le concours sur son site Web pour que tous les États parties en prennent connaissance.

11. Un représentant du secrétariat a informé le Groupe qu'il existait déjà un lien vers le concours destiné aux jeunes sur le site de l'ONU DC. Par ailleurs, il a informé le Groupe de la récente publication de l'« Ensemble de conclusions et de recommandations non contraignantes fondées sur les enseignements tirés de l'application des chapitres III et IV de la Convention des Nations Unies contre la corruption ». Les recommandations non contraignantes contenues dans la publication, qui avaient été approuvées par la Conférence à sa huitième session, résumaient les conclusions et les résultats de 169 examens de pays concernant l'application des chapitres III (Incrimination, détection et répression) et IV (Coopération internationale) de la Convention et proposaient un ensemble de mesures facultatives grâce auxquelles les États pouvaient renforcer leurs efforts dans la lutte contre la corruption.

VI. Ordre du jour provisoire de la douzième session

12. Une intervenante a noté que, compte tenu de la situation actuelle découlant de la crise sanitaire en cours, il était difficile de prévoir sous quelle forme serait tenue la prochaine session et elle a suggéré que l'examen de l'ordre du jour provisoire de la douzième session soit reporté à l'une des reprises de la session.